



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP) COMMUN AUX 8 LOTS

Accord-cadre n° 2025-037-00-00

Fourniture de produits horticoles, de plantes, d'équipements et de matériels de jardinage au profit de la présidence de la République

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Articles de la procédure concernée : Articles L 2124-2, R 2124-2-1° et R 2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE I – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE II - ALLOTISSEMENT DES PRESTATIONS	3
ARTICLE III – ETENDUES DES PRESTATIONS	4
3.1 – CONDITIONS DE LIVRAISON	4
3.2 - DEMANDE D'AUTORISATION D'ACCÈS ET QUALIFICATION DU PERSONNEL	5
3.3 - SPÉCIFICATIONS GÉNÉRALES.....	5
3.3 - PROVENANCE ET QUALITÉ DES VÉGÉTAUX POUR LES LOTS 1 À 6.....	6
3.3 - VISITES PRÉALABLES – MARQUAGE DES VÉGÉTAUX	7
ARTICLE IV – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES AU TITRE DES LOTS 1 A 6	7
4.1 MANUTENTION	7
4.2 SPÉCIFICATIONS PARTICULIÈRES LIÉES À L'UTILISATION D'UN ENGIN DE LEVAGE	7
4.3 POUR LES GROS ARBUSTES, LES CÉPÉES ET LES ARBRES LIVRÉS EN MOTTE :	8
4.4 POUR LES VÉGÉTAUX CONDITIONNÉS EN CAISSE PALETTE (PALL-BOX) :	9
4.5 NORMES RELATIVES AUX PLANTES	9
4.4 ÉTAT SANITAIRE DES VÉGÉTAUX	10
4.5 FORMATION DES VÉGÉTAUX	10
4.5.1 <i>Les arbres et arbustes</i> :	10
4.5.2 <i>Les cépées</i> :	10
4.5.3 <i>Le système racinaire</i>	11
4.6 SUIVI DE CULTURE	11
4.7 LES MOTTES : TAILLE ET CONDITIONNEMENT	11
4.8 EMBALLAGE DU HOUPPIER.....	12
4.9 QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE	12
4.10 LABÉLISATIONS ET CERTIFICATIONS	13
4.11 ARRACHAGE	13
4.12 GARANTIES ET SUIVI DES VÉGÉTAUX	13
ARTICLE V – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES AU TITRE DU LOT 7	14
ARTICLE VI – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES AU TITRE DU LOT 8	14
6.1 PRÉSENTATION TECHNIQUES DES MATÉRIELS ATTENDUS	14
6.2 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU MATÉRIEL.....	15
6.3 PRESCRIPTIONS MATÉRIEL MÉCANIQUE	16
6.4 EQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES	17
6.5 DOCUMENTS À FOURNIR.....	17
6.6 FORMATION DES UTILISATEURS.....	18
6.7 REPRISE DE CERTAINS DÉCHETS	18
6.8 MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CURATIVE	18
6.8.1 <i>Maintenance préventive</i>	18
6.8.2 <i>Maintenance curative</i>	19
6.9 GARANTIE CONTRACTUELLE POUR LES MATÉRIELS	19

ARTICLE I – OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ont pour objet la fourniture de produits horticoles, de plantes, d'équipements et de matériels de jardinage au profit de la présidence de la République.

Le détail des fournitures objets du marché figure :

- Au présent CCTP commun à l'ensemble des lots ;
- Aux bordereaux des prix unitaires de chaque lot ;
- Aux catalogues des produits des titulaires ;
- Aux bons de commandes transmis aux titulaires durant la durée du marché.

Sont compris dans cet accord-cadre pour les lots 1 à 6 :

- la mise en culture des plantes en pépinière de pleine terre ou sous serre : multiplication, transplantation (arbres trois fois minimum), conduite, fléchage, forçage, effleurage, pinçage etc. ;
- la fourniture des végétaux (dont l'arrachage dans les règles de l'art, protection, conditionnement, emballage etc.) ;
- le chargement en pépinière, le transport et la livraison sur les sites de la présidence de la République.

Sont compris dans cet accord-cadre pour les lots 7 et 8 :

- La fourniture et la livraison des matériels et équipements ainsi que la maintenance préventive et corrective des équipements composant le lot n°8.

ARTICLE II - ALLOTISSEMENT DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent marché sont réparties en huit (8) lots :

Lots	Désignation des lots
1	Produits horticoles dont fourniture et installation de gravillons
2	Plantes annuelles, bisannuelles et bulbes en vert
3	Plantes vivaces
4	Bulbes en sec
5	Arbustes, petits conifères et plantes de terres de bruyères
6	Arbres et conifères moyens et grand développement
7	Mobilier de végétalisation
8	Acquisition, maintenance et réparation de matériels espace vert

La description des produits demandés (dénomination botanique) figure dans le bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chaque lot et dans le catalogue du Titulaire.

ARTICLE III – ETENDUES DES PRESTATIONS

3.1 – CONDITIONS DE LIVRAISON, CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE

Le conditionnement et l'emballage des articles sont à la charge du fournisseur. Les matériels et fourniture commandés sont conditionnés suivant les usages dans la profession. En tout état de cause, les emballages doivent protéger les matériels des aléas de la manutention, du transport et du stockage de moyenne durée.

Les emballages portent une étiquette d'identification faisant apparaître :

- la nature du contenu ;
- l'identification du fournisseur.

A l'issue de la livraison, le titulaire a également la charge de l'élimination des restes de conditionnement et d'emballage.

Les risques afférents au transport et à la livraison des matériels sont à la charge du titulaire.

Le titulaire demeure responsable de la qualité et de l'intégralité des fournitures jusqu'à leur livraison. Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, facture ou autre document serait nulle et non avenue.

Le titulaire est tenu d'enlever et de remplacer, sous son entière responsabilité et à ses frais, les marchandises dont la qualité n'est pas reconnue conforme à celle exigée par les documents régissant le l'accord-cadre.

Le titulaire devra respecter les conditions climatiques de transport et veiller au bon arrimage des palettes afin d'éviter les chutes des plantes (détérioration des plantes et mélanges des variétés).

Le transport ne devra pas excéder 24 heures à compter du chargement du camion.

Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le titulaire s'engage à livrer les plantes dans des plaques de cultures consignées par ses soins. Il assurera le retour des plaques dans son établissement dans un délai maximum de quatre (4) semaines à compter de la date de livraison. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Les livraisons s'effectueront à la demande du Pouvoir adjudicateur. Les date de livraison seront précisées sur le bon de commande.

Tout report de livraison par le titulaire devra être signalé au Département Jardins du Pouvoir adjudicateur au minimum 72 heures avant la livraison prévue.

Le fournisseur s'engage à prendre rendez-vous en concertation avec le destinataire, 48 heures avant la livraison, par téléphone.

Les fournitures sont à livrer, franco domicile, à l'adresse indiquée sur le bon de commande, et notamment sur les sites suivants :

Dénomination et localisation du site
2 et 4 rue de l'Elysée (75 008 - Paris)
Hôtel Marigny 23 avenue de Marigny (75 008 – Paris)
Palais de l'Alma 11, quai Branly (75 007 - Paris)
Palais d'Evreux 55 de la rue du Faubourg-Saint-Honoré (75 008 - Paris) <i>L'accès aux jardins se fait par les postes Marigny, à l'intersection de l'avenue Gabriel et de l'avenue de Marigny) ou Gabriel (intersection avenue Gabriel et rue de l'Elysée)</i>
Château de Versaille - Orangerie du Chateau de Versailles Allée des matelots (78 000 - Versailles)
Pavillon de la Lanterne Route de St Cyr (78000- Versailles)

Les lieux, dates et horaires et délais de livraisons sont indiqués sur les bons de commande transmis aux titulaires durant toute la durée du marché.

De manière générale, les livraisons ont lieu les jours ouvrés suivants :

- du lundi au jeudi : de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00 ;
- le vendredi : de 8h00 à 12h00.

Toute plante marquée sera livrée avant la fin de la saison de vente.

Les livraisons sont effectuées en véhicules légers ou lourds (6,5 tonnes maximum).

3.2 - DEMANDE D'AUTORISATION D'ACCES ET QUALIFICATION DU PERSONNEL

Le titulaire fournira la liste nominative des personnels intervenants et l'immatriculation des véhicules, devra être donnée 72 heures à l'avance. Une autorisation d'accès sera alors demandée au Commandement militaire. Chaque intervenant devra se munir d'une pièce d'identité pour accéder aux jardins.

Le titulaire sera tenu de transmettre au représentant des services de la présidence de la République la liste nominative des personnels et leur niveau de qualification, permettant de vérifier la conformité des moyens humains mis en œuvre. Cette liste sera mise à jour chaque année.

Tout changement de personnels au sein des parcs et jardins devra être signalé au moins 72 heures à l'avance.

3.3 - SPECIFICATIONS GENERALES

Les plantes devront être saines, non étiolées, bien racinées, exemptes de parasites, maladies et adventices. La pureté variétale devra être garantie à 100%.

Si des problèmes phytosanitaires sont détectés, ou en cas de défaut de la conformité variétale constatés, les pénalités prévues au CCAP s'appliqueront.

L'exécution des prestations du présent CCTP sera conforme aux dispositions des documents cités ci-après :

- Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par arrêté du 7 octobre 2021, notamment le fascicule n°35 "Aménagements paysagers - Aires de sports et de loisirs de plein air" entré en vigueur le 15 octobre 2021.

3.3 - PROVENANCE ET QUALITE DES VEGETAUX POUR LES LOTS 1 A 6

Le Titulaire privilégiera les fournitures labellisées (ou équivalent) ou certifiées :

- Plante Bleue,
- MPS-ABS,
- Label Rouge,
- Agriculture biologique.

Le choix de la pépinière sera soumis à la validation des services du Pouvoir adjudicateur. Toute autre pépinière ou producteur non implanté en France, devra être soumis pour validation au représentant des services du Pouvoir adjudicateur.

Il peut être demandé au titulaire des photos des végétaux pour validation avant livraison. Le titulaire s'engage à donner toutes informations utiles sur les lieux et techniques de production.

Par ailleurs, une analyse physico-chimique du sol des terrains de culture pourra être demandée par le Pouvoir adjudicateur

Le titulaire s'engage à communiquer au Pouvoir adjudicateur les adresses des parcelles de production et plus particulièrement ses conditions climatiques, pédologiques et édaphiques (type de sol). Les éventuels porte-greffes seront adaptés à ces conditions et validés par le Pouvoir adjudicateur qui s'assurera qu'ils le seront également aux sols de ses jardins.

Le titulaire du lot bulbes sec s'engage à communiquer sur simple demande orale ou écrite, les mélanges ou assortiments et à fournir selon la fiche technique des bulbes ou plantes inclus dans l'assortiment. Si le titulaire ne dispose pas de ces informations, il doit fournir un équivalent respectant les quantités du mélange ou de l'assortiment mentionné.

Les plantes devront être indemnes de toute attaque phytosanitaire (maladie cryptogamique, parasitaire ou autre). Les plantes cultivées en conteneur ou godet le seront dans un substrat enrichi en argile de type Klasmann Select 165 ou équivalent dont le pH ne pourra être inférieur à 6.

Les plantes livrées en vert ne devront être ni étiolées, ni stressées (carence, excès d'eau ou autre élément nutritif). Elles ne présenteront aucun signe de chlorose. Les annuelles, bulbes d'été ou bisannuelles le nécessitant auront été pincées et effleurées. Les grimpantes seront tuteurées à l'aide d'une baguette en bambou ou équivalent de hauteur adaptée.

Elles seront toutes étiquetées individuellement ou identifiées par lot correspondant à chaque taxon ou cultivar au moyen d'un code couleur légendé ou équivalent approuvé explicitement auparavant par le représentant de la présidence de la République.

Elles seront conditionnées dans des cartons ou des cagettes en bois pour les bulbes en sec, sinon en caissettes, chariots de type rolls danois ou équivalent, palettes ou caisse palette (pall-box) ou équivalent, filmées pour éviter qu'elles se renversent pendant le transport, à l'exception des arbres et arbustes en mottes.

Le titulaire s'engage à respecter la conformité taxonomique, variétale, de couleur et de port des plantes commandées.

3.3 - VISITES PREALABLES – MARQUAGE DES VEGETAUX

Le titulaire s'engage à faire visiter sa pépinière aux représentants du Pouvoir adjudicateur s'ils le souhaitent pour tout motif lié au marché tel que le repérage de végétaux avant achats, le marquage, le contrôle des conditions de culture.

Le cas échéant, le marquage individuel des végétaux sera effectué au moyen d'étiquettes numérotées et inviolables. Il sera effectué de préférence en période de repos végétatif. L'absence de ces étiquettes après marquage constituera un cas de refus lors de la livraison. Le Nord sera marqué sur chaque arbre en pépinière.

Les végétaux non marqués et commandés devront répondre aux qualités et critères requis habituellement lors de chaque marquage ; le Pouvoir adjudicateur se réservant le droit de refuser les végétaux non-conformes lors de la livraison.

ARTICLE IV – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES AU TITRE DES LOTS 1 A 6

4.1 MANUTENTION

Les déchargements et chargements de toutes les fournitures objets du marché sont assurés par le personnel de la présidence de la République, à l'exception de ceux nécessitant un engin spécifique de levage.

4.2 SPECIFICATIONS PARTICULIERES LIEES A L'UTILISATION D'UN ENGIN DE LEVAGE

Les gros arbustes, les cépées, les arbres livrés en motte et les végétaux conditionnés en caisse palette (pall-box) seront chargés et déchargés obligatoirement par un engin de levage répondant aux normes en vigueur des appareils et accessoires de levage.

Si le titulaire procède au déchargement, l'engin de chargement et de déchargement devra impérativement posséder :

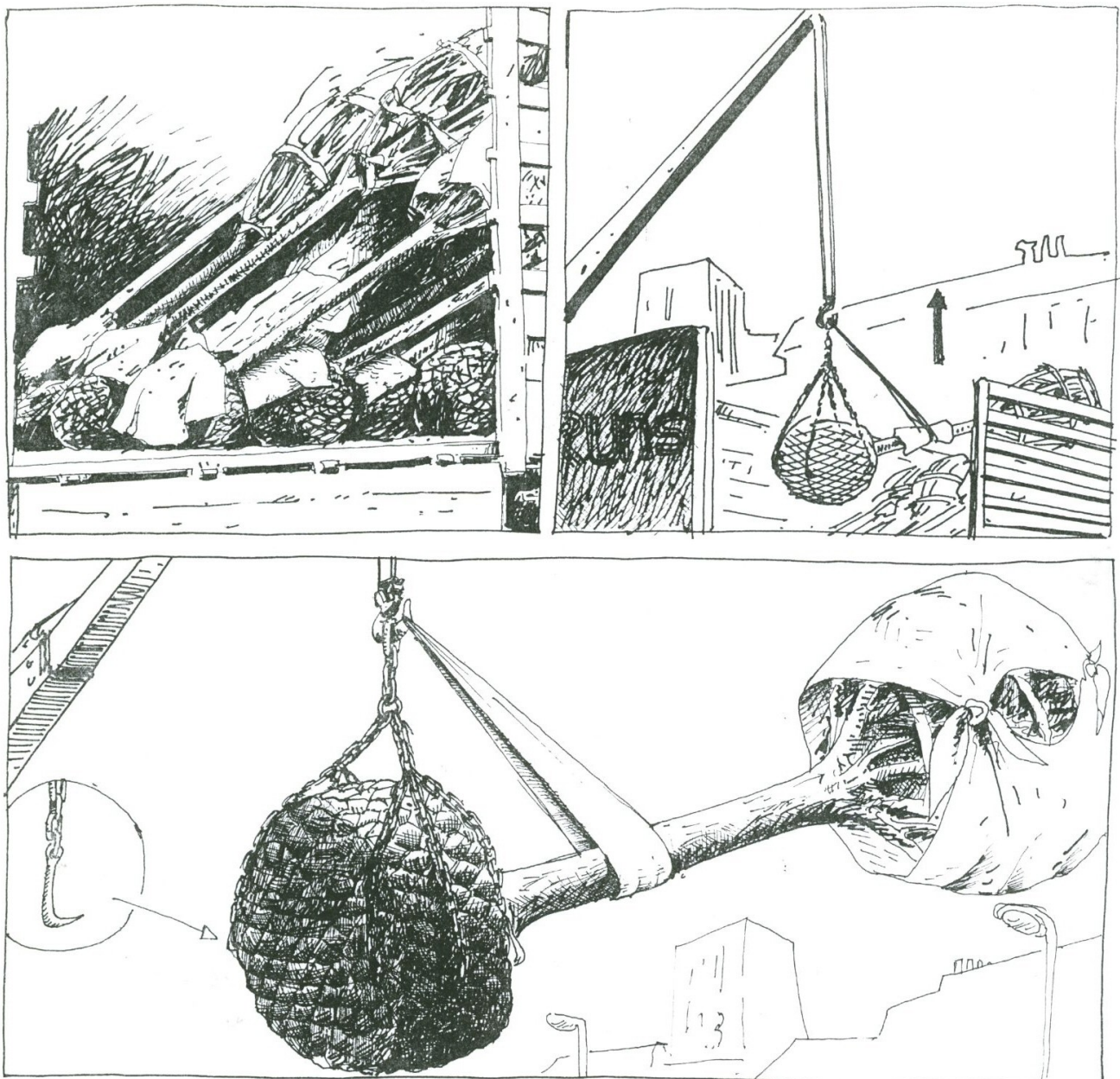
- Un certificat de conformité ;
- Le rapport de vérification périodique de moins de 6 mois ;
- La notice d'utilisation.

Avant chaque opération de chargement ou de déchargement l'entreprise devra réaliser un examen d'adéquation du matériel utilisé.

Dans tous les cas la puissance et les capacités de l'engin de levage devront être en adéquation aux charges à manipuler.

Le conducteur désigné à la conduite de l'engin de levage devra posséder le certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) correspondant.

Le tablier, la pelle ou le godet seront déposés avant l'opération de chargement ou de déchargement. Pour ne pas risquer d'écorcer les végétaux, l'extrémité du bras de levage sera protégée par de la mousse ou des sacs en toile de jute.



Les arbres seront manipulés à partir de trois points d'attache au minimum, deux au minimum sur la motte à l'aide de chaînes et de griffes, un autre sur le tronc à l'aide d'une sangle en polyester large.

Les engins de chargement/déchargement seront choisis dans les catégories ci-dessous. Ils pourront être équipés de chenilles ou de pneus suivant les lieux ou les conditions inhérentes à l'opération de chargement/déchargement en accord avec le responsable de parc ou de chantier.

4.3 POUR LES GROS ARBUSTES, LES CEPEES ET LES ARBRES LIVRES EN MOTTE :

- Le bras de grue fixé sur un camion équipé de stabilisateurs (conduite autorisée au titulaire du CACES R390 grues auxiliaires avec télécommande ou sans télécommande suivant le cas) ;
- La pelle équipée levage (munie d'un clapet anti-retour) de catégorie 2 > à 6T5 (conduite autorisée au titulaire du CACES R372 modifié, engins de chantier de catégorie 2) ;
- Les mini-pelles et midi-pelle équipées levage (munie d'un clapet anti-retour) de catégorie 1 < à 6T5 (conduite autorisée au titulaire du CACES R372 modifié, engins de chantier de catégorie 1) ;

- Le chariot élévateur de chantier de catégorie 9 (conduite autorisée au titulaire du CACES R372 modifié, engins de chantier de catégorie 9).

4.4 POUR LES VEGETAUX CONDITIONNES EN CAISSE PALETTE (PALL-BOX) :

- Le chariot élévateur de chantier de catégorie 9, muni de fourches (conduite autorisée au titulaire du CACES R372 modifié, engins de chantier de catégorie 9) ;
- Le chariot élévateur en porte à faux de capacité de < ou = à 6T de catégorie 3, muni de fourches (conduite autorisée au titulaire du CACES R389, chariots automoteurs à conducteur porté de catégorie 3).

Remarques :

- Le chariot élévateur de chantier est synonyme de chariot télescopique ;
- Il n'y a pas de catégorie pour le bras de grue ;
- Le recours à des engins du type tractopelle, mini-pelle et chargeuse est impérativement exclus pour toutes les opérations de chargement/déchargement ;
- Les accessoires de levage (grue à bras fixe, hayon élévateur, transpalettes électrique ou manuel) **sont pilotés exclusivement par le chauffeur du camion de livraison** et en aucune façon par une autre personne étrangère à l'entreprise de transport.

Rappel des principales consignes de sécurité :

- ❖ La vitesse maximum autorisée dans les parcs est de 15 Km/h ;
- ❖ S'assurer que l'aire de chargement/déchargement est propre et non encombrée ;
- ❖ Baliser la zone de déchargement, en cas de coactivité ;
- ❖ S'assurer que le camion a le moteur coupé ;
- ❖ Faire porter les équipements de protection individuelle (EPI) à toutes les personnes présentes sur la zone de déchargement, chaussures de sécurité, casque en présence d'un engin de levage, gilet réfléchissant sur la voie publique ;
- ❖ Ne faire piloter les engins de levage qu'aux personnes titulaire du CACES correspondant ;
- ❖ Réaliser un examen d'adéquation du matériel utilisé ;
- ❖ Le grutier ne doit jamais travailler sans stabilisateur ;
- ❖ Le grutier s'assure de la portance du sol ;
- ❖ Se tenir à l'écart de l'engin de levage et de la charge soulevée ;
- ❖ Maintenir une hauteur sous crochet d'au moins 2 mètres.

En plus sur la voie publique :

- ❖ Mise en place des panneaux de signalisation pour la circulation automobile et piétonne ;
- ❖ Balisage de la zone de déchargement.

Pour les livraisons nécessitant un engin de levage, la présence du chef de chantier est obligatoire.

4.5 NORMES RELATIVES AUX PLANTES

Les plantes devront satisfaire aux conditions suivantes :

Elles seront fournies dans la meilleure qualité et répondront aux critères définis par les normes françaises et européenne. Produits de pépinières en vigueur- NF V 12-031, 12-051, 12-054, 12-055, 12-057, 12-059 éditées en décembre 1990.

Les plantes devront être conformes au genre, espèce, variété ou cultivar demandés.

Le titulaire s'engage, sous peine de résiliation immédiate et sans mise en demeure du présent marché, à ne fournir que des produits respectant, à la date de chaque commande, les normes en vigueur.

Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de celles-ci et en informer la personne publique en cas de changement. Dans le cas où les produits proposés par le fournisseur sont retirés de la vente, celui-ci propose un produit identique avec l'accord du service environnement. Dans tous les cas, il apportera la preuve justifiant l'impossibilité de fournir le produit initial.

4.4 ETAT SANITAIRE DES VEGETAUX

Les végétaux :

- devront être sains, sans parasites ni adventices ou maladies et respecter les obligations légales en matière de passeport phytosanitaire ;
- ne devront pas présenter d'anomalies dans la forme de la tige et des racines ;
- ne devront pas être desséchés en partie ou en totalité ;
- ne devront pas être atteints à la partie aérienne ou aux racines, soit de nécroses dues à la gelée, de blessures non cicatrisées, de lésions causées par un animal ou un végétal nuisible (les plaies dues à la coupe d'une ou plusieurs flèches en surnombre ne sont toutefois pas considérées comme des blessures si elles sont en cours de cicatrisation) ;
- devront être matures et suffisamment endurcis ;
- devront avoir un feuillage ni abîmé, ni tâché (sauf pour les caduques en période de repos végétatif) ;
- devront être exempts de défaut de développement.

4.5 FORMATION DES VEGETAUX

4.5.1 Les arbres et arbustes :

- Devront être pourvus d'un bourgeon terminal sain ;
- Devront présenter une seule flèche à l'exception des arbres boules, des arbres pleureurs et ceux greffés en tête. Les végétaux étêtés en pépinière ou pendant le transport ne seront pas acceptés.

Pour les arbres, la formation du fût devra avoir été réalisée par émondage et relèvement des branches basses respectant toujours la proportion en hauteur de 2/3 tige 1/3 houppier. Il devra être dépourvu de plaie de taille non cicatrisée.

La formation du houppier consistera dans le respect du fléchage naturel, à la suppression, durant la culture, des rameaux mal orientés ou en surnombre et la réduction de rameaux latéraux dominants de façon à ce que les branches auxiliaires soient sous la dominance apicale.

Il sera apporté une attention toute particulière lors du choix des végétaux à la formation de la flèche et aux distances de plantation des végétaux en culture.

Pour les arbres à port en forme de boule, fastigiés ou pleureurs, ils seront livrés selon leur port naturel.

Pour les arbres en forme naturelle branchus dès la base, ils auront des ramifications vigoureuses et équilibrées dès le bas du tronc ainsi qu'une flèche dominante.

Les lots devront être homogènes et les houppiers pour une même essence devront avoir un aspect régulier, en particulier pour les arbres destinés à une même plantation d'alignement.

4.5.2 Les cépées :

Pour les cépées, le nombre de branches prises en considération devra partir de la base de la plante et être de force sensiblement identique et elles seront au minimum au nombre de trois.

Les arbres conduits en cépées comporteront plusieurs troncs issus du cep, en aucun cas la cépée sera un assemblage de plusieurs baliveaux.

La hauteur, la largeur de la plante, la longueur des branches, le nombre de branches et le feuillage devront être proportionnés aux caractéristiques de croissance de l'espèce, variété et à l'âge de la plante.

Les plantes ne devront pas avoir été cultivées avec des densités trop élevées afin de ne pas obtenir un développement en hauteur au détriment de la largeur du végétal.

4.5.3 Le système racinaire

Pour les arbres en racines nues, les racines doivent avoir un chevelu abondant en rapport avec la dimension du sujet, être saines et équilibrées et correctement réparties autour du collet de l'arbre. La taille des racines sectionnées ne devra pas être supérieure à 15 mm de diamètre.

4.6 SUIVI DE CULTURE

Les végétaux proposés devront faire l'objet d'un suivi rigoureux en pépinière. A ce titre, le titulaire devra fournir sur simple demande de la présidence des traces écrites des opérations réalisées sur les végétaux (transplantations, rempotages, tailles, traitements...).

La première plantation en pépinière au stade jeune plant correspond en fait à la première transplantation.

Les transplantations devront avoir eu lieu régulièrement au plus tous les cinq ans, elles seront au moins au nombre de trois pour les tailles de 16/18, 18/20, et 20/25 et de quatre pour les sujets de force 25/30 ou équivalent.

Les distances de plantations devront être également précisées dans le mémoire technique lors de la remise des offres : la distance entre les rangs et sur le rang et de 2 m par 2 m a minima pour les sujets de taille supérieure à 25/30 (300/350 pour les cépées).

Les pépinières du titulaire devront avoir été soumises au contrôle périodique des services phytosanitaires du pays d'origine valablement reconnu par l'UE.

4.7 LES MOTTES : TAILLE ET CONDITIONNEMENT

La taille des mottes (diamètre en cm) en fonction de la taille du végétal (circonférence en cm) devra se situer dans la fourchette suivante :

- Force 10/12 : diamètre compris entre 40 et 50 cm
- Force 12/14 et 14/16 : diamètre compris entre 50/60 cm
- Force 16/18 et 18/20 : diamètre compris entre 60/70 cm
- Force 20/25 : diamètre compris entre 70/80 cm
- Force 25/30 : diamètre compris entre 80/100 cm

La motte sera enveloppée d'un textile biodégradable ou autre revêtement répondant aux normes en vigueur ainsi que d'un grillage métallique non plastifié ni peint, de force suffisante pour que le chargement et le déchargement puissent être réalisés au moyen de crochets plantés dans celle-ci.

L'ensemble, biodégradable, est susceptible de se conserver six mois sur la plante. Il se décomposera au plus tard un an et demi après la plantation et n'altérera en rien la croissance ultérieure de l'arbre. La surface supérieure de la motte ne devra pas être plus haute que le départ du tronc du végétal.

En cas d'utilisation de paille sous le grillage, l'épaisseur devra être régulière afin qu'elle ne serve pas à colmater une malformation de la motte, ce qui entraînerait un refus de la plante.

4.8 EMBALLAGE DU HOUPPIER

Les houpriers devront être emballés de manière à les protéger.

4.9 QUALITE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire est tenu de se conformer à toutes les réglementations environnementales en vigueur.

Le titulaire devra s'engager à ce que toutes les précautions soient prises pour minimiser l'impact de ses activités sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques et matériaux adaptés à la protection de l'environnement (eau, sol, ressources naturelles...), le choix d'éco-fournitures respectueuses de l'environnement, en privilégiant les filières d'approvisionnement courtes pour limiter les transports, et par l'emploi de personnel compétent et sensibilisé à la protection de l'environnement.

Il veillera en particulier à réduire au maximum les déplacements des végétaux entre pépinières afin de réduire les nuisances liées au transport.

Les entreprises contractantes engagées dans une certification environnementale devront produire les justificatifs correspondants sur simple demande.

L'acheteur souhaite disposer de produits écoresponsables. Sont entendus comme écoresponsables les produits suivants :

- En premier lieu les produits désignés comme « écolabellisés » (produits écolabellisés ou équivalents).
- En second lieu les produits présentant une ou plusieurs caractéristiques écoresponsables.

Le titulaire peut au choix proposer des produits répondant au 1) ou au 2) ou à la combinaison du 1) et du 2).

Les préconisations et recommandations environnementales mises à la charge du Titulaire s'inscrivent dans le ou les objectifs suivants :

- Réduction des prélèvements des ressources ;
- Composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique ;
- .
- Actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- Economies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- .Prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- Pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- Réduction des impacts sur la biodiversité ;

Le titulaire prendra également toutes les dispositions nécessaires pour limiter les nuisances à l'environnement.

L'acheteur souhaite disposer de l'information la plus transparente possible en matière de qualité environnementale des produits référencés.

En complément de ce bilan annuel, le titulaire adresse toute autre information attestant de la qualité environnementale des produits référencés.

Le titulaire se conforme par ailleurs à toute nouvelle obligation liée à l'évolution de la réglementation en matière d'affichage environnemental.

En cas de substitutions de références au BPU de produits écoresponsables, le titulaire est tenu de les remplacer par d'autres produits écoresponsables. Il en informe l'acheteur. Le titulaire propose par ailleurs, tout au long de l'exécution du marché, dans le cadre du suivi d'exécution, toute évolution de produits présentant des caractéristiques environnementales plus performantes.

4.10 LABELISATIONS ET CERTIFICATIONS

Afin de répondre aux exigences fonctionnelles décrites dans le présent CCTP, les végétaux devront avoir été récoltés et produits suivant le référentiel technique des labels décrit ci-dessous ou équivalent pour garantir l'origine biogéographique des végétaux et leur qualité environnementale.

- Plante bleue ;
- Agriculture biologique (AB) ;
- MPS – ABS ;
- Label rouge ;
- Label bio européen.

Si les végétaux ne sont pas labellisés, l'équivalence devra être démontrée sur la base d'un dossier technique reprenant les critères des labels.

Les récoltes, la production et la traçabilité des végétaux devront respecter l'ensemble des règles obligatoires de ce référentiel technique.

Le fournisseur s'engage à fournir dans sa réponse technique, sur les documents de vente et sur les étiquettes, les informations obligatoires de l'étiquetage.

4.11 ARRACHAGE

Une attention toute particulière sera apportée au délai entre l'arrachage des végétaux et leur livraison.

Pour les végétaux en motte, ce délai ne devra en aucun cas excéder deux semaines. Les mottes devront être protégées selon les règles de l'art afin d'éviter tout dessèchement.

Pour les végétaux en racines nues, ils devront soit être arrachés dans les quarante-huit heures précédant la livraison, soit être stockés en jauge ou protégés par une toile humide.

Afin de permettre au maître d'ouvrage d'exercer son contrôle, le pépiniériste avertira au moins une semaine à l'avance des dates d'arrachage.

Le contrôle de la conformité des végétaux par rapport à la commande sera effectué à la livraison par un représentant de la présidence de la République.

En cas de fort gel (inférieur à - 2° au-dessous de 0 pendant plus de 12h continues), la livraison et le transport seront reportés. En cas de gel même léger (gelée blanche) pendant le stockage, le chargement ou le transport des végétaux, ceux-ci seront protégés à l'aide de voiles ou couvertures adaptés. Quelles que soient les conditions météorologiques, les plantes seront protégées du soleil, du vent et contre la dessiccation pendant le transport.

4.12 GARANTIES ET SUIVI DES VEGETAUX

Le titulaire est responsable jusqu'à respectivement :

- ❖ 30 jours pour les lots 2 et 3 ;

- ❖ 150 jours pour le lot 4 ;
- ❖ 350 jours pour les lots 5 et 6 de la saison de plantation et de la bonne reprise des végétaux.

Le personnel de la présidence s'engage à assurer une plantation et un suivi dans les règles de l'art particulièrement en ce qui concerne le tuteurage et l'arrosage.

Le fournisseur pourra proposer des garanties pour une durée supplémentaire.

Toute garantie est sous réserve que le suivi de l'arrosage, des dégâts dus à une attaque d'organisme nuisible, à un accident, au vandalisme, au vent, à la grêle ou aux inondations, et l'observation de l'état du feuillage fassent l'objet d'une feuille d'attachement transmise par mail au titulaire à chaque observation des agents de la présidence.

ARTICLE V – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES AU TITRE DU LOT 7

Ce lot porte sur l'acquisition de bacs, jardinières et pots de type mobilier urbain et mobilier de jardin. Le contenant doit être résistant, design et simple à entretenir pour le personnel.

Le candidat doit être en capacité de fournir un large choix de pots de fleurs, bacs d'orangeries, bacs de fleurissement etc..

Le matériel doit être de qualité et ainsi permettre un usage et un entretien sur du long terme.

Les produits fournis devront respecter a minima les normes suivantes :

NF EN 599-1 (Janvier 2014) : Durabilité du bois et des matériaux dérivés du bois - Efficacité des produits préventifs de préservation du bois établie par des essais biologiques - Partie 1 : spécification par classe d'emploi

FD P20-651 (Juin 2011) : Durabilité des éléments et ouvrages en bois

NF EN 460 (Juillet 1994) : Durabilité du bois et des matériaux dérivés du bois - Durabilité naturelle du bois massif - Guide d'exigences de durabilité du bois pour son utilisation selon les classes de risque.

ARTICLE VI – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES AU TITRE DU LOT 8

Ce lot porte sur la fourniture de matériel mécanique, horticoles utilisé pour l'entretien des espaces verts. Il comprend aussi la maintenance préventive et curative sur la durée de la garantie contractuelle et sur la durée du marché.

Les achats seront échelonnés pendant la durée du marché en fonction des besoins de stock et des demandes, sous forme de bons de commande.

Ce présent lot permettra au service de réaliser des commandes de matériels par choix direct sur les catalogues fournisseurs présentés par le titulaire du lot.

Il est attendu du titulaire qu'il puisse fournir du petit matériel horticole, arboricole, matériel de tonte mais également des accessoires polyvalents.

6.1 PRESENTATION TECHNIQUES DES MATERIELS ATTENDUS

Sans mention contraire, il est attendu :

- des matériels appartenant à la gamme professionnelle ;
- un niveau sonore le plus bas possible (pour les utilisateurs et pour les personnes à proximité) ;
- un niveau de vibration le plus faible possible ;
- des matériels conçus le plus ergonomiquement possible ;
- le respect des directives en matière d'émissions de gaz polluants et de particules polluantes ;
- pour les valeurs chiffrées fixes, le respect des caractéristiques techniques chiffrées (dimension, coupe, puissance, poids) doit être respecté à plus ou moins 5 % ;

➤ lorsque des fourchettes de valeurs chiffrées sont communiquées, cette tolérance de 5% ne s'applique pas : les caractéristiques techniques doivent être comprises dans la fourchette de valeur qui a été communiquée (exemple : largeur de coupe comprise entre 43 et 47cm).

Les tondeuses poussées, autotractées, autoportées, et radiocommandées ;

- Les tondeuses-broyeurs autotractés ;
- Les débroussailleuses ;
- Les bineuses-sarclouses ;
- Les tailles-haies ;
- Les souffleurs à main, à dos et sur roues ;
- Les élagueuses ;
- Les brouettes électriques ;
- Les véhicules de traction ;
- Les harnais de portage ;
- Les batteries à dos ou amovibles pour alimenter les matériels de différentes marques de notre parc ;
- Les consommables.

6.2 CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU MATERIEL

Tous les matériels visés dans le présent marché appartiennent à la gamme professionnelle.

A la date de livraison, les matériels livrés devront être conformes aux lois et règlements en vigueur relatifs à la sécurité des travailleurs, aux bruits de voisinage, aux nuisances sonores ainsi qu'aux réglementations et normes Européennes (CE) et Françaises notamment :

- directive européenne vibrations du 25 juin 2002 (2002/44/CE) sur les risques liés à l'exposition des salariés aux vibrations, transposée dans le Code du travail par : le décret n° 2005-746 du 4 juillet 2005 et son arrêté d'application du 6 juillet 2005, l'arrêté du 4 mai 2007 pour le régime général, l'arrêté du 3 juillet 2007 pour le régime agricole ;

- directive européenne du 6 février 2003 (2003/10/CE), décret du 19 juillet 2006 en droit français, sur le bruit et les valeurs limites d'exposition ;

- directive européenne 2006/42/CE du 17 mai 2006, concernant les équipements de travail (machine, levage, etc.), décret 2008-1156 relatif aux équipements de travail pris en application de la directive machines 2006 modifiant le code du travail ;

De cette directive, il résulte notamment les éléments suivants :

➔ une machine ayant des dysfonctionnements fréquents ne répond pas aux exigences réglementaires (notion d'aptitude à la fonction) ;

➔ les obligations des concepteurs s'appliquent également à celui qui assemble ou fait assembler des machines ou des quasi-machines ;

➔ dès la conception, les constructeurs doivent prendre en compte la dimension ergonomique, notamment l'activité réelle des opérateurs. En effet, la machine doit être adaptée à la morphologie de l'homme, à ses gestes, aux cadences de travail ;

➔ le marquage CE n'interdit pas d'effectuer des modifications visant à adapter la machine aux tâches à réaliser, mais elles doivent être effectuées dans le respect des textes « conception » suivants :

- directive 2006/26/CE et arrêté du 29 décembre 2006 relatifs à la réception européenne en ce qui concerne le niveau sonore aux oreilles des conducteurs des tracteurs agricoles ou forestiers à roues ;

- prévention du risque électrique issu des décrets de 2010 en remplacement des dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 ;

- directive 2012/46/UE relative aux mesures contre les émissions de gaz et de particules polluantes provenant des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers ;

- code du travail français : Quatrième partie santé et sécurité du travail.

Par ailleurs pour les véhicules engins mobiles non routiers, ils devront être conformes aux normes antipollution en vigueur, notamment :

- arrêté du 4 novembre 1993 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail (pictogrammes) ;

- arrêté du 22 novembre 2005 modifié par l'arrêté du 30 décembre 2009 relatif à la réception CE des tracteurs agricoles ou forestiers et de leurs systèmes, composants et entités techniques ;

- Pour les véhicules autres que les engins mobiles non routiers, aux directives européennes en vigueur lors de l'achat des matériels : à ce jour la norme "EURO 6" (01/12/2013) modifiant la directive 88/77/CEE, relative aux mesures à prendre contre les émissions de gaz polluants et de particules polluantes provenant des moteurs à allumage par compression destinés à la propulsion des véhicules et les émissions de gaz polluants provenant des moteurs destinés à la propulsion des véhicules et fonctionnant au gaz naturel ou au gaz de pétrole liquéfié.

Le titulaire du(es) lot(s) devra attester que les matériels proposés sont conformes aux types homologués, lorsqu'ils existent.

6.3 PRESCRIPTIONS MATERIEL MECANIQUE

Le matériel livré devra répondre en tout point aux exigences réglementaires européennes et françaises. Le titulaire devra s'adapter aux nouvelles exigences réglementaires dans les plus courts délais.

Les matériels proposés par le titulaire figurant aux catalogues devront répondre à minima aux exigences requises dans le CCTP.

A défaut d'exigences requises, le titulaire en indiquera les caractéristiques étant précisé que chaque type de matériel est défini par les éléments suivants :

- caractéristiques générales de la machine :
 - dimensions, coupe ;
 - poids total de l'équipement pour le portatif.
- motorisation de la machine :
 - carburation ou énergie nécessaire ;
 - puissance, cylindrée, etc.
- accessoires obligatoires sur la machine :
- équipements de la machine (exemple une barre de coupe pour un motoculteur) :
- caractéristiques en matière de sécurité et d'environnement :
 - niveau sonore ;
 - taux de vibration ;
 - rejets atmosphériques ;
 - poids total de l'équipement pour le portatif.

6.4 EQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES

Le titulaire du marché devra clairement spécifier à l'administration, lors de la commande d'un matériel, d'une part, les équipements dits obligatoires (ayant un caractère obligatoire au bon fonctionnement et à la sécurité de la machine : klaxons, feux, gyrophares, arceaux de sécurité, etc.) et d'autre part les accessoires dits optionnels.

Concernant les matériels pour lesquels des accessoires peuvent être attelés ou accrochés (dumpers, etc.) le titulaire du marché présentera à l'administration les matériels pouvant y être adaptés pour tous les lots concernés.

Les accessoires ou les équipements nécessaires, doivent être compatibles avec le matériel principal, sans obliger le service demandeur à effectuer des modifications ultérieures.

Les matériels sont réputés être livrés avec les équipements obligatoires. Les accessoires et options, autres qu'amovibles, devront être montés avant la livraison.

Les accessoires optionnels peuvent être commandés sur catalogue avec le même taux de remise que le matériel principal auquel il se rattache.

6.5 DOCUMENTS A FOURNIR

Le titulaire devra impérativement fournir à l'administration les documents suivants à la livraison :

- les certificats de conformité et de sécurité des matériels (conformité UE, contrôle technique d'origine, vérification initiale, etc.) ;
- le certificat d'épreuves pour les parties hydrauliques ;
- la notice d'instruction et/ou le manuel d'utilisation et d'entretien ; le cas échéant, la notice d'utilisation devra préciser les éventuelles habilitations ou formations nécessaires pour utiliser ou conduire le matériel.
- les éclatés de pièces des matériels sur support papier et informatique (pdf ou accès sur site constructeur et ce à titre définitif) ;
- la liste des pièces de premières nécessité (1ère vidange, pannes courantes, etc.) ;
- la revue technique du matériel ou l'équivalent indiquant les réglages spécifiques (ex : réglage moteur/carburateur, etc.) ;
- le carnet d'entretien ;
- un document indiquant la garantie ;
- une fiche descriptive indiquant le numéro de série de la machine, marque et numéro de série du moteur.
- Un support simple et compréhensible, rédigé en français, plastifié en format A4 et en format A3, faisant figurer les tâches d'entretien courant de la machine et la fréquence à respecter pour chacune d'entre elles, les éventuels contrôles techniques ou vérifications réglementaires à effectuer et leurs fréquences (le cas échéant), ainsi que les EPI nécessaires pour l'utilisation des matériels (le cas échéant).

L'ensemble des documents (notices d'instruction, consignes d'utilisation et de sécurité fixées sur les machines) sera obligatoirement rédigé en langue française.

Les éventuels rectificatifs de ces documents seront donnés sans supplément de prix.

Lorsque des risques résiduels subsistent, le fabricant doit en avertir l'utilisateur de façon explicite. Il doit apposer les avertissements appropriés sur la machine. Les matériels devront ainsi être fournis avec les pictogrammes obligatoires en matière de sécurité et avec l'apposition des consignes de sécurité.

Si certains matériels nécessitent de l'outillage spécifique constructeur (ex : clés pour des réglages), il devra être fourni en même temps que la livraison du matériel et ce en autant d'exemplaires que de matériel livré.

Dans le cas d'outillage particulier, mais non lié au constructeur, le titulaire fournira les références.

Le titulaire devra également informer l'administration au moment de l'achat de la nécessité de posséder des logiciels et/ou des outils de diagnostics spécifiques pour l'entretien et la maintenance du matériel.

Il devra donner les références et les coûts d'acquisition. Ces articles complémentaires ne font pas partie de ce marché et ne sont donc pas prévus au BPU.

Pour l'ensemble de cet article, les pénalités prévues au CCAP pourront être appliquées en cas de non transmission des documents.

6.6 FORMATION DES UTILISATEURS

Une formation de prise en main de la machine pour les utilisateurs habilités sera assurée par le titulaire et par du personnel qualifié et compétent (voire un professionnel de la marque) dans un délai de 30 jours calendaires après livraison effective du matériel.

Cette formation, destinée aux agents utilisateurs de l'appareil consistera en l'apprentissage de la machine, de ses commandes et des organes de sécurité. Un volet sécurité devra être systématiquement prévu.

La formation ne devra pas durer plus d'une journée. Les rendez-vous et modalités de la formation seront arrêtés conjointement entre le service utilisateur et le titulaire. Un support (fiches techniques ou autre) sera remis aux personnes participant aux stages.

Cette formation initiale est due pour chaque appareil livré et est réputée incluse dans le prix de la machine.

6.7 REPRISE DE CERTAINS DECHETS

La reprise des batteries est due au titre du présent marché. Le service gestionnaire transmettra à cet effet sa demande de reprise de batteries par ordre de service au titulaire. Le titulaire sera tenu de traiter ces batteries selon la réglementation en vigueur et dans les filières appropriées.

Un bordereau de suivi des déchets sera transmis à l'administration lors de chacune des reprises effectuées.

Le titulaire indiquera à l'administration tout changement de filière de reprise sur la durée du marché. L'administration se réserve le droit de contrôler à tout moment l'exactitude des filières de reprise durant la durée du marché.

Ces frais sont réputés inclus dans le prix unitaire de fourniture du matériel neuf acquis en renouvellement du matériel repris.

6.8 MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE

Quand la garantie légale prend fin le titulaire continuera d'assurer la maintenance de l'ensemble des équipements acquis au titre du marché.

6.8.1 Maintenance préventive

La maintenance préventive a pour but de réduire les risques de défaillance et de maintenir dans le temps les performances des équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Le titulaire s'engagera à envoyer un technicien afin de faire la maintenance une fois par an, en début de saison pour vérifier le bon état de fonctionnement des matériels et changer si besoin le matériel défectueux.

Il devra prévenir les représentants des services de la présidence de la République en cas d'anomalie et faire un retour écrit de sa visite.

Le titulaire remettra aux services de la présidence de la République un rapport d'intervention à chacun de ses passages. Ce document devra être tenu à la disposition de la personne représentant les services de la présidence de la République.

Ce document portera à minima les informations suivantes :

- la date d'intervention ;
- le nom et la qualification du technicien qui aura réalisé l'intervention ;
- les opérations exécutées (nature des vérifications et réglages effectués) ;
- les propositions d'interventions qui ne relèveraient pas du présent marché et les risques encourus par l'administration en cas de non intervention

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat, et s'engage pour ce faire, à mettre en place une organisation adéquate tant en moyens humains qu'en matériels pour l'exécution de sa prestation dans des conditions de qualité irréprochable.

Le personnel intervenant devra être qualifié à l'intervention du matériel acquis. Le titulaire doit la maintenance de l'ensemble du matériel acquis au fur et à mesure de l'exécution du marché.

6.8.2 Maintenance curative

L'objectif sera d'assurer la continuité de service. En cas de défaillance le titulaire devra, après diagnostic, prendre les mesures nécessaires de correction ou de réparation.

Le titulaire s'engagera à se rendre disponible sous moins de 48h00, en cas de panne des matériels, et à remettre en place une solution alternative (prêt de matériel).

Il communiquera les coordonnées d'un interlocuteur dédié afin de d'augmenter son temps de réactivité.

Le titulaire remettra un rapport d'intervention à chacun de ses passages. Ce document portera à minima les informations suivantes :

- la date d'intervention ;
- le nom et la qualification du technicien qui aura réalisé l'intervention ;
- les opérations exécutées (nature des vérifications et réglages effectués) ;
- les propositions d'interventions qui ne relèveraient pas du présent marché et les risques encourus par l'administration en cas de non intervention ;

6.9 GARANTIE CONTRACTUELLE POUR LES MATERIELS

Les fournitures font l'objet d'une garantie minimale d'un an.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à la présidence de la République.

La garantie couvre également l'ensemble des frais consécutifs, notamment de déplacement du personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de fourniture nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la fourniture ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Si le défaut constaté par la présidence de la République, provient d'une erreur de conception des matériels, le Titulaire s'engage à remplacer, ou à modifier gratuitement, dans les autres équipements de même type en service, fournis ou mis en service par lui au sein de la présidence de la République, les fournitures et/ou logiciels défectueux, même si ceux-ci n'ont encore donné lieu à aucun incident.

Pendant la garantie, le titulaire s'engage à remplacer la fourniture défaillante dans le délai moyen de livraison, auquel il s'est engagé dans l'annexe des délais de l'acte d'engagement. Toutefois passé le délai de deux semaines, la présidence de la République se réserve le droit de commander la fourniture manquante auprès d'un autre fournisseur et le montant de cette fourniture payée sera déduit de la prochaine facture.